

FAUT-IL DÉSESPÉRER DE LA GESTION DES EXÉCUTIFS DES WILAYAS ?

La balle est dans le camp des citoyens intègres

(4° partie et fin)

*Pour faire reculer la corruption dans les wilayas et les communes, ou au moins la freiner dans une première étape, les citoyens intègres doivent agir : il n'y a pas d'autres solutions, vu que le pouvoir ne fait pas grand-chose pour la contrer. De nombreux citoyens honnêtes et intègres dans beaucoup de wilayas — parmi eux des militants associatifs, des syndicalistes et des syndiqués, des élus locaux et des parlementaires — sont décidés à ne plus se taire face au pillage en règle que subit leur wilaya et leur commune : beaucoup nous l'ont affirmé avec force et détermination,*

Démocratie participative  
et droit à l'accès  
à l'information

Les citoyens intègres doivent s'intéresser au fonctionnement et aux travaux des APW et des APC. Ils ont le droit légalement d'assister aux réunions de ces assemblées élues et doivent donc imposer leur présence. Ils doivent faire pression sur les élus locaux et sur l'exécutif de wilaya pour qu'il y ait des changements positifs : il y a une et mille manières d'agir pour obtenir des résultats malgré les interdits de toutes sortes.

Où en est-on des chantiers de révision des codes de la wilaya et de la commune, chantiers régulièrement annoncés par le gouvernement depuis plus de 10 ans, où il est question notamment de démocratie participative et de démocratie locale ? Ces chantiers doivent être ouverts à tous : parlementaires, élus, partis politiques, société civile, secteur privé, experts, universitaires et chercheurs, etc. Pour le fonctionnement et la réglementation des collectivités locales, le gouvernement et son ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales sont en situation d'échec total. Il n'y a toujours pas de nouveaux codes de wilaya et de commune. Il n'y a pas de transparence dans la gestion

des collectivités locales. Il n'y a pas encore le moindre soupçon d'e-gouvernement. Il était temps que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales mette en place un site Internet : il vient de le faire il y a quelques jours (\*\*), même si la copie n'est pas de bonne qualité. Les wilayas doivent faire de même : des sites web de qualité, modernes et actualisés, qui permettent l'accès à l'information. Le droit à l'accès à l'information. Les citoyens doivent faire pression sur les APW et les APC pour qu'elles respectent les dispositions des codes de wilaya et de la commune en matière de publication des actes et des délibérations , malgré l'article 21, négatif, du code de wilaya du 7 avril 1990, article 21 qui évoque la notion de «secret de l'information» (!) en opposition au droit de tout citoyen de consulter les PV des délibérations de l'APW. Ce qui est en contradiction avec la loi du 20 février 2006, article 11, intitulé «De la transparence dans les relations avec le public».

Garantir la transparence  
de la vie politique  
et administrative locale

Le processus de déclaration de patrimoine des élus locaux suite aux élections de novembre 2007 a

*tout au long de nos multiples déplacements, ces dernières années, à l'intérieur du pays. Faut-il pour autant considérer que nous sommes en présence d'une dynamique populaire visant à nettoyer les écuries d'Augias (\*) ? Non, mais il y a de plus en plus de citoyens décidés à mobiliser toutes leurs ressources et tous leurs moyens, et sur la durée, pour mener une œuvre de salubrité publique. Ils ne cessent d'ailleurs de renouveler leur appel aux pouvoirs publics, sans se faire d'illusions quant à l'écho que recevra cet énième appel, afin qu'ils diligentent des commissions d'enquê-*

tement échoué et les pouvoirs publics n'ont rien fait pour y remédier. Pour rappel, l'article 6 de la loi n° 06-01 du 20 février 2006, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, stipule notamment que «la déclaration de patrimoine des présidents et des membres élus des assemblées populaires locales s'effectue devant l'organe et fait l'objet de publicité par voie d'affichage pendant un mois au siège de la commune ou de la wilaya, selon le cas». Or, cet organe — l'agence gouvernementale de lutte contre la corruption —, n'existe toujours pas, malgré la publication le 22 novembre 2006 de son décret de création !

Concernant le train de vie des walis et des chefs de daïra : il est impératif qu'il soit bien défini, budgétisé, contrôlé et géré avec rigueur. Il faut agir pour la suppression des dépenses superflues, ostentatoires et inutiles.

La culture des cadeaux offerts aux fonctionnaires des wilayas et des communes est encore largement dominante. Il est temps d'agir pour sa suppression. L'article 38 de la loi du 20 février 2006, intitulé «Des cadeaux» stipule : «Est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 50 000

*te et les institutions de contrôle — dont les chambres territoriales de la Cour des comptes — afin d'auditer la gestion de l'administration des wilayas les plus compromises dans le laisser-aller, le retard dans la réalisation des programmes, et que des mesures conservatoires soient prises à l'encontre des walis et de toutes les personnes de l'exécutif impliquées notamment dans toutes sortes de violations de la réglementation des marchés publics et autres prévarications.*

DA à 200 000 DA, le fait par un agent public d'accepter d'une personne un cadeau ou tout avantage indu susceptible de pouvoir influencer le traitement d'une procédure ou d'une transaction liée à ses fonctions. Le donateur est puni des mêmes peines visées à l'alinéa précédent.»

Non-assistance à wilayas  
en danger !

Le fonctionnement des administrations des wilayas et des daïras doit être davantage défini, réglementé, budgétisé, évalué, audité et sanctionné. Les règles de fonctionnement de la Régie — caisse en espèces pour les petites dépenses courantes et urgentes —, des wilayas, des daïras et des communes, doivent être définies et réglementées, selon les normes en vigueur de la comptabilité publique : elle ne doit plus être une caisse noire, ni servir aux dépenses personnelles et privées du wali et de sa famille !

Les fonctions de trésorier de la wilaya et de contrôleur financier doivent être plus encadrées, redéfinies, réglementées, balisées et délimitées : des garde-fous sont indispensables. La commission de wilaya des marchés publics doit voir ses missions, son fonctionne-

ment et son évaluation mieux définies par la réglementation, et ses relations avec la Commission nationale des marchés publics mieux cernées. Les Algériens intègres doivent élargir leurs actions de terrain dans les wilayas — malgré toutes les restrictions, les contraintes, les pressions et les interdits —, pour qu'il y ait plus de transparence et moins de corruption dans la gestion des budgets affectés aux wilayas et aux communes, et dans les dépenses publiques. La priorité à l'action de proximité est incontournable et la mobilisation des dénonciateurs, des donneurs d'alerte et des victimes de la corruption doit devenir de plus en plus forte. Sauf à être traduits un jour devant le tribunal de l'histoire pour non-assistance à wilayas en danger !

Djilali Hadjadj

(\*) Augias : roi légendaire d'Élide, il chargea Hercule du nettoyage de ses écuries. Nettoyer les écuries d'Augias signifie «remettre de l'ordre là où régnaient la corruption, la malhonnêteté, les scandales, etc.». (\*\*) < www.interieur.gov.dz >

CODE DE CONDUITE DES AGENTS PUBLICS

Toujours rien, plus de 3 ans après

la promulgation de la loi du 20 février 2006

Toujours aucun projet ni de mise en place de codes de conduite des agents publics, plus de 3 ans après la publication de la loi du 20 février 2006 de prévention et de lutte contre la corruption.

Aucune initiative dans ce sens n'a été prise par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, ni par la direction générale de la Fonction publique (qui est sous la tutelle de la présidence de la République). Il y a aussi un vide à ce sujet dans le nouveau statut de la Fonction publique (Ordonnance n°06-03 du 15 juillet 2006), statut qui fait l'impasse sur la notion de code d'éthique et de déontologie.

Pour rappel , l'article 7 de la loi du 20 février 2006, intitulé « Des codes de conduite des agents publics» stipule : «Afin de renforcer la lutte contre la corruption, l'Etat, les assemblées élues, les collectivités locales, les établissements et organismes de droit public, ainsi que les entreprises publiques ayant des

activités économiques se doivent d'encourager l'intégrité, l'honnêteté et la responsabilité de leurs agents et de leurs élus en adoptant, notamment, des codes et des règles de conduite pour l'exercice correct, honorable et adéquat des fonctions publiques et mandats électifs». L'Agence gouvernementale de lutte contre la corruption — créée par décret présidentiel le 22 novembre 2006 —, est chargée légalement d'encourager la mise en place de ces codes. Or, l'agence n'existe toujours pas ! Extraits de l'article 12 du décret présidentiel n°06-413 du 22 novembre 2006 fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'organe national de prévention et de lutte contre la corruption : «La direction de la prévention et de la sensibilisation est chargée, en particulier : d'assister les secteurs concernés, publics et privés, dans l'élaboration des règles de déontologie.»

D. H.

TOUT SE SAIT DANS LES WILAYAS

L'obligation légale de dénoncer

des cas de corruption avérés

Il est fait obligation législative pour toute personne, dont les fonctionnaires, de dénoncer des cas avérés de corruption : l'article 47 de la loi du 20 février 2006, intitulé «De la non-dénonciation des infractions », est très clair à ce sujet : «Est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, toute personne qui, de par sa fonction ou sa profession, permanente ou provisoire, prend connaissance d'une ou de plusieurs infractions prévues à la présente loi, et n'informe pas à temps les autorités publiques compétentes.» Mieux encore, en cas de corruption de magistrat, de fonctionnaire exerçant une fonction supérieure de l'Etat (un wali par exemple), d'un officier public, d'un

membre de l'organe (Agence gouvernementale anticorruption), d'un officier ou d'un agent de la police judiciaire ou ayant des prérogatives de police judiciaire ou d'un greffier, ce sont «des circonstances aggravantes», conformément à l'article 48 de la loi du 20 février 2006 «Si l'auteur d'une ou de plusieurs infractions prévues par la présente loi est magistrat, fonctionnaire exerçant une fonction supérieure de l'État, officier public, membre de l'organe, officier, agent de la police judiciaire ou ayant des prérogatives de police judiciaire ou greffier, il encourt une peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans assortie de la même amende prévue pour l'infraction commise.»

À VOIR SUR ARTE LE MARDI 14 AVRIL

Un futur président, présumé corrompu,  
au pays de Nelson Mandela

La chaîne de télévision franco-allemande Arte diffusera le mardi 14 avril 2009 à partir de 19h45 (heure algérienne) un documentaire intitulé *Afrique du Sud*, à voir absolument. Le 22 avril, les Sud-Africains élisent un Parlement, qui désignera à son tour le président de la «nation arc-en-ciel». Après des années de pouvoir sans partage de l'African National Congress (ANC), héritier des luttes historiques contre l'apartheid, le paysage politique sud-africain risque-t-il d'être bouleversé ? Très critiqué au sein du parti, Thabo Mbeki a démissionné de la présidence en 2008. Et c'est le charismatique Jacob Zuma, réhabilité après avoir été écarté à cause d'une affaire de corruption, qui est le candidat de l'ANC à la présidence. Mais, durant les élections législatives, le parti affrontera une formation dissidente, créée par les partisans de Thabo Mbeki, menés par Mosiuoa «Terror» Lekota. Comment l'ANC, parti rebelle, bâti sur des idéaux socialistes et sur des relations de confiance, a-t-il engendré de telles dissensions ? Enquête et analyse.

Citation.....

Le luxe et la République selon Montesquieu (\*)

«A mesure que le luxe s'établit dans une République, l'esprit se tourne vers l'intérêt particulier. A des gens à qui il ne faut rien que le nécessaire, il ne reste à désirer que la gloire de la patrie et la sienne propre. Mais une âme corrompue par le luxe a bien d'autres désirs : bientôt elle devient ennemie des lois qui la gênent.»

(\*) Recueil De l'Esprit des Lois, 1748

A nos lecteurs .....

Le «Soir Corruption» du 6 avril 2009 n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.